

(Français ci-dessous) (Español abajo) (متوفر باللغة العربية أدناه)

Signatories/ Signataires / Firmantes / الموقعون

Geneva, 30th November 2023

To:

Consultative Group of the Human Rights Council

President of the Human Rights Council

Permanent Representatives of the Members States of the Human Rights Council

Subject: Appointment of the Special Rapporteur on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment - time for the Council to appoint a woman from the Global South

Excellencies,

We, the undersigned organizations, respectfully write to you with regard to the upcoming appointment of the Special Rapporteur on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment, announced by the Secretariat of the Human Rights Council in its [Note Verbale of 18 October 2023](#). Our organizations work at the intersection of human rights and environmental protection across the world.

Since the creation of the Independent Expert on human rights and the environment in 2012, and later of the Special Rapporteur on human rights and the environment in 2015, the Human Rights Council has played a central role in addressing environmental disruption through human rights lenses. This mandate, in conjunction with the Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous substances and wastes, and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights in the context of climate change, is essential to understand the human rights impacts of the triple planetary crisis (biodiversity loss, climate change, and pollution), elevate the plight and analysis of frontline communities, and provide States with guidance for effective human rights-based environmental action.

The previous Special Rapporteurs on human rights and the environment, Professor John Knox and Professor David Boyd, have contributed significantly to clarifying States' human rights obligations in the context of the environment, and laid the foundation for the global recognition of the right to a clean, healthy and sustainable environment by the Human Rights Council and the General Assembly.

Yet, we shall not ignore that the Human Rights Council has never appointed a woman to the environmental mandate, with all five mandate holders to date being men. In addition, both

former and current Special Rapporteurs on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment are experts from North America.

In this regard, both the current and previous Special Rapporteurs on human rights and the environment have shared with Member States their hope for a well-qualified woman from the Global South to be appointed as their successor.

In all resolutions that it adopted since 2012, the Council referred to the importance of tackling the gender aspects of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment. The Council has explicitly recognized in [Resolution 41/6](#), that “women remain underrepresented...in several United Nations bodies and mechanisms... noting that balanced gender representation is an essential step towards bringing about a structural change needed to advance substantive gender equality and gender parity...” As the United Nations Member States have repeatedly recognized "without the active participation of women and incorporation of women's perspectives at all levels of decision-making, the goals of equality, development and peace cannot be achieved" ([Beijing Declaration](#), para 181).

In this context, we believe it is time that the Human Rights Council appoints a woman from the Global South as the new Special Rapporteur on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment.

While of course the selection process should be guided by the criteria outlined in the annex to Human Rights Council [resolution 5/1](#), we believe, in line with paragraph 40 of the annex, that gender balance and equitable geographic representation with respect to previous mandate holders should also be an essential principle in the choice by the Consultative Group, the President of the Human Rights Council, and the Council itself. Especially considering that there are many women in the Global South with the expertise, experience and abilities that this very important mandate requires.

Excellencies, we are confident that, with your expertise and integrity, you will be able to appoint a woman expert from the Global South to build on the pivotal work of previous mandate holders in order to continue to advance the respect, protection and fulfillment of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable environment and to the right to a clean, healthy and sustainable environment.

(Français)

Genève, 30 novembre 2023

À :

Groupe consultatif du Conseil des droits de l'homme

Président du Conseil des droits de l'homme

Représentants permanents des États membres du Conseil des droits de l'homme

Objet : Nomination du Rapporteur spécial sur la question des obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable - il est temps pour le Conseil de nommer une femme du Sud global

Excellences,

Nous, les organisations soussignées, vous adressons respectueusement la présente concernant la prochaine nomination du Rapporteur spécial sur la question des obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable, annoncée par le Secrétariat du Conseil des droits de l'homme dans sa [Note verbale du 18 octobre 2023](#). Nos organisations travaillent à l'intersection des droits de l'homme et de la protection de l'environnement dans le monde entier.

Depuis la création de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et l'environnement en 2012, suivi plus tard par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement en 2015, le Conseil des droits de l'homme a joué un rôle central dans la prise en compte des perturbations environnementales à travers le prisme des droits de l'homme. Ce mandat, conjointement avec le Rapporteur spécial sur les implications pour les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des substances et déchets dangereux, et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte du changement climatique, est essentiel pour comprendre les impacts des droits de l'homme liés à la triple crise planétaire (perte de biodiversité, changement climatique et pollution). Il vise également à mettre en lumière la situation et l'analyse des communautés de première ligne, tout en fournissant aux États des orientations pour une action environnementale efficace basée sur les droits de l'homme.

Les précédents Rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme et l'environnement, le professeur John Knox et le professeur David Boyd, ont grandement contribué à éclaircir les obligations des États en matière de droits de l'homme dans le contexte environnemental. Leurs efforts ont jeté les bases de la reconnaissance mondiale du droit à un environnement propre, sain et durable par le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale.

Cependant, il est important de souligner qu'aucune femme n'a encore été nommée au mandat environnemental du Conseil des droits de l'homme. Tous les titulaires de ce mandat jusqu'à présent ont été des hommes. De plus, les anciens et actuels Rapporteurs spéciaux sur la question des obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable sont des experts d'Amérique du Nord.

Dans ce contexte, les actuels et anciens Rapporteurs spéciaux sur les droits de l'homme et l'environnement ont partagé avec les États membres leur espoir qu'une femme hautement qualifiée du Sud global soit nommée comme leur successeur, contribuant ainsi à une représentation plus diversifiée et équilibrée.

Dans toutes les résolutions qu'il a adoptées depuis 2012, le Conseil a souligné l'importance de prendre en compte les aspects liés au genre dans les obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable. Le Conseil a explicitement reconnu dans la [Résolution 41/6](#), que "les femmes restent sous-représentées... dans plusieurs organes et mécanismes des Nations Unies... notant que la représentation équilibrée des genres est une étape essentielle pour apporter un changement structurel nécessaire en faveur de l'égalité substantielle des genres et de la parité des genres ..." Comme les États membres des Nations Unies l'ont reconnu à plusieurs reprises "sans la participation active des femmes et l'incorporation des perspectives des femmes à tous les niveaux de prise de décision, les objectifs d'égalité, de développement et de paix ne peuvent être atteints" ([Déclaration de Pékin](#), para 181).

Dans ce contexte, nous croyons qu'il est temps que le Conseil des droits de l'homme nomme une femme du Sud global comme nouvelle rapporteuse spéciale sur la question des obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable.

Bien entendu, le processus de sélection doit être guidé par les critères énoncés dans l'annexe à la [résolution 5/1](#) du Conseil des droits de l'homme, mais nous croyons, conformément au paragraphe 40 de l'annexe, que l'équilibre des genres et la représentation géographique équitable par rapport aux titulaires de mandat précédents devraient également être un principe essentiel dans le choix du Groupe consultatif, du Président du Conseil des droits de l'homme et du Conseil lui-même. Surtout compte tenu du fait que de nombreuses femmes du Sud global possèdent l'expertise, l'expérience et les capacités requises pour répondre aux exigences de ce mandat très important.

Excellences, nous sommes confiants qu'avec votre expertise et votre intégrité, vous serez en mesure de nommer une experte femme du Sud global pour s'appuyer sur le travail crucial des titulaires de mandat précédents afin de continuer à faire avancer le respect, la protection et la réalisation des obligations en matière de droits de l'homme relatives à la jouissance d'un environnement sûr, propre, sain et durable et au droit à un environnement propre, sain et durable.

(Español)

Ginebra, 30 de noviembre de 2023

Para:

Grupo Consultivo del Consejo de Derechos Humanos

Presidente del Consejo de Derechos Humanos

Representantes Permanentes de los Estados Miembros del Consejo de Derechos Humanos

Asunto: Nombramiento de la/el Relator/a Especial sobre la cuestión de las obligaciones de derechos humanos relacionadas con el disfrute de un medio ambiente seguro, limpio, saludable y sostenible - es hora de que el Consejo nombre a una mujer del Sur Global

Excelencias,

Las organizaciones abajo firmantes nos dirigimos respetuosamente a ustedes en relación con el próximo nombramiento de la/el Relator/a Especial sobre la cuestión de las obligaciones de derechos humanos relacionadas con el disfrute de un medio ambiente seguro, limpio, saludable y sostenible, anunciado por la Secretaría del Consejo de Derechos Humanos en su [Nota Verbal del 18 de octubre de 2023](#). Nuestras organizaciones trabajan en la intersección de los derechos humanos y la protección del ambiente en todo el mundo.

Desde la creación del/la Experto/a Independiente sobre los derechos humanos y el ambiente en 2012, y posteriormente del/la Relator/a Especial sobre los derechos humanos y el ambiente en 2015, el Consejo de Derechos Humanos ha desempeñado un papel central a la hora de abordar los conflictos ambientales desde la óptica de los derechos humanos. Este mandato, junto con el del/la Relator/a Especial sobre las consecuencias para los derechos humanos de la gestión y eliminación ambientalmente racionales de las sustancias y desechos peligrosos, y el del/la Relator/a Especial sobre la promoción y protección de los derechos humanos en el contexto del cambio climático, es esencial para comprender las repercusiones sobre los derechos humanos de la triple crisis planetaria (pérdida de biodiversidad, cambio climático y contaminación), elevar la difícil situación y el análisis de las comunidades que están en la primera línea, y proporcionar a los Estados orientaciones para una acción medioambiental eficaz basada en los derechos humanos.

Los anteriores relatores especiales sobre derechos humanos y ambiente; el profesor John Knox y el profesor David Boyd, han contribuido significativamente a aclarar las obligaciones de los Estados en materia de derechos humanos en el contexto del medio ambiente, y han sentado las bases para el reconocimiento mundial del derecho a un ambiente limpio, sano y sostenible por parte del Consejo de Derechos Humanos y la Asamblea General. Sin embargo, no debemos ignorar que el Consejo de Derechos Humanos nunca ha nombrado a una mujer para

el mandato de ambiente, ya que los cinco titulares de mandatos hasta la fecha han sido hombres.

Además, tanto el anterior como el actual Relator Especial sobre la cuestión de las obligaciones de derechos humanos relacionadas con el disfrute de un ambiente seguro, limpio, saludable y sostenible son expertos de América del Norte. En este sentido, tanto el Relator Especial actual como el anterior sobre derechos humanos y ambiente han compartido su esperanza, con los Estados miembros, de que se nombre como sucesora a una mujer bien cualificada del Sur Global.

En todas las resoluciones que ha adoptado desde 2012, el Consejo se ha referido a la importancia de abordar los aspectos de género de las obligaciones de derechos humanos relacionadas con el disfrute de un ambiente seguro, limpio, saludable y sostenible. El Consejo ha reconocido explícitamente en la [Resolución 41/6](#), que "las mujeres siguen estando insuficientemente representadas... en varios órganos y mecanismos de las Naciones Unidas... señalando que la representación equilibrada de los géneros es un paso esencial para lograr un cambio estructural necesario para avanzar en la igualdad sustantiva de género y la paridad de género..." Como han reconocido reiteradamente los Estados Miembros de las Naciones Unidas "sin la participación activa de la mujer y la incorporación de sus perspectivas en todos los niveles de adopción de decisiones, no se podrán alcanzar los objetivos de igualdad, desarrollo y paz" ([Declaración de Beijing](#), párrafo 181).

En este contexto, creemos que es hora de que el Consejo de Derechos Humanos nombre a una mujer del Sur Global como nueva Relatora Especial sobre la cuestión de las obligaciones de derechos humanos relacionadas con el disfrute de un ambiente seguro, limpio, saludable y sostenible.

Aunque, por supuesto, el proceso de selección debe guiarse por los criterios esbozados en el anexo de la [resolución 5/1](#) del Consejo de Derechos Humanos, creemos, en consonancia con el párrafo 40 del anexo, que el equilibrio de género y la representación geográfica equitativa con respecto a los anteriores titulares de mandatos también deben ser un principio esencial en la elección por parte del Grupo Consultivo, el Presidente del Consejo de Derechos Humanos y el propio Consejo. Sobre todo teniendo en cuenta que hay muchas mujeres en el Sur Global con los conocimientos, la experiencia y las capacidades que requiere este importantísimo mandato.

Excelencias, confiamos en que, con su pericia e integridad, sabrán nombrar a una mujer experta del Sur Global que se apoye en la labor fundamental de los anteriores titulares de mandatos para seguir avanzando en el respeto, la protección y el cumplimiento de las obligaciones en materia de derechos humanos relacionadas con el disfrute de un ambiente seguro, limpio, saludable y sostenible y con el derecho a un ambiente limpio, saludable y sostenible.

(اللغة العربية)

جنيف، 30 نوفمبر 2023

إلى:

الفريق الاستشاري لمجلس حقوق الإنسان

رئيس مجلس حقوق الإنسان

الممثلون الدائمون للدول الأعضاء في مجلس حقوق الإنسان

الموضوع: تعيين المقرر الخاص بشأن قضية التزامات حقوق الإنسان المتعلقة بالتمتع ببيئة آمنة ونظيفة وصحية ومستدامة - حان الوقت لكي يعين المجلس امرأة من الجنوب العالمي

أصحاب السعادة،

نحن، المنظمات الموقعة أدناه، نكتب إليكم باحترام بخصوص التعيين المرتقب للمقرر الخاص بشأن قضية التزامات حقوق الإنسان المتعلقة بالتمتع ببيئة آمنة ونظيفة وصحية ومستدامة، كما أعلنت عنه أمانة مجلس حقوق الإنسان في مذكرتها الشفوية بتاريخ [18 أكتوبر 2023](#). تعمل منظماتنا على تقاطع حقوق الإنسان وحماية البيئة في جميع أنحاء العالم.

منذ إنشاء الخبير المستقل حول حقوق الإنسان والبيئة في عام 2012، ولاحقاً المقرر الخاص حول حقوق الإنسان والبيئة في عام 2015، لعب مجلس حقوق الإنسان دوراً مركزياً في معالجة الاضطرابات البيئية من خلال منظور حقوق الإنسان. هذا التفويض، بالتزامن مع المقرر الخاص حول تداعيات إدارة المواد الخطرة والنفايات بطريقة بيئية سليمة على حقوق الإنسان، والمقرر الخاص حول تعزيز وحماية حقوق الإنسان في سياق تغير المناخ، أساسي لفهم تأثيرات الأزمة الكوكبية الثلاثية على حقوق الإنسان (فقدان التنوع البيولوجي، تغير المناخ، والتلوث)، ورفع محنة المجتمعات المحلية في الخطوط الأمامية وتحليلها، وتزويد الدول بالإرشادات اللازمة لاتخاذ إجراءات بيئية فعالة تستند إلى حقوق الإنسان.

لقد ساهم المقرران الخاصان المعنيان بحقوق الإنسان والبيئة، البروفيسور جون نوكس والبروفيسور ديفيد بويد، بشكل كبير في توضيح التزامات الدول بشأن حقوق الإنسان في سياق البيئة، ووضع الأساس للاعتراف العالمي بالحق في بيئة نظيفة وصحية ومستدامة من قبل مجلس حقوق الإنسان والجمعية العامة.

ومع ذلك، يجب ألا نتجاهل أن مجلس حقوق الإنسان لم يعين امرأة قط للتفويض البيئي، حيث ان جميع حاملي التفويض الخمسة حتى الآن هم من الرجال. بالإضافة إلى ذلك، فإن كلاً من المقررين الخاصين السابقين والحاليين المعنيين بمسألة التزامات حقوق الإنسان المتعلقة بالتمتع ببيئة آمنة ونظيفة وصحية ومستدامة هم خبراء من أمريكا الشمالية.

في هذا الصدد، أعرب المقررون الخاصون الحاليون والسابقون المعنيون بحقوق الإنسان والبيئة مع الدول الأعضاء عن أملهم في تعيين امرأة مؤهلة تأهيلاً جيداً من الجنوب العالمي كخلف لهم.

وأشار المجلس في جميع القرارات التي اعتمدها منذ عام 2012 إلى أهمية معالجة الجوانب الجنسانية للالتزامات حقوق الإنسان المتعلقة بالتمتع ببيئة آمنة ونظيفة وصحية ومستدامة. اعترف المجلس صراحة في القرار [41/6](#) بأن "النساء لا تزالن غير ممثلات بشكل كافٍ... في العديد من هيئات وآليات الأمم المتحدة... مشيراً إلى أن التمثيل المتوازن بين الجنسين هو خطوة أساسية نحو إحداث التغيير الهيكلي اللازم لتعزيز المساواة الجوهرية بين الجنسين والتكافؤ بين الجنسين...". كما اعترفت الدول الأعضاء في الأمم المتحدة مراراً وتكراراً بأنه "بدون مشاركة فعالة من النساء وإدماج وجهات نظر النساء في جميع مستويات صنع القرار، لا يمكن تحقيق أهداف المساواة والتنمية والسلام" ([إعلان بكين، الفقرة 181](#)).

في هذا السياق، نعتقد أن الوقت قد حان لكي يعين مجلس حقوق الإنسان امرأة من الجنوب العالمي كمقررة خاصة جديدة حول مسألة التزامات حقوق الإنسان المتعلقة بالتمتع ببيئة آمنة ونظيفة وصحية ومستدامة.

وبينما ينبغي أن تسترشد عملية الاختيار موجهة بمعايير المحددة في الملحق لقرار مجلس حقوق الإنسان [5/1](#)، فإننا نعتقد، وفقاً للفقرة 40 من الملحق، أن التوازن الجنساني والتمثيل الجغرافي العادل بالنسبة لحاملي التفويض السابقين ينبغي أيضاً أن يكون مبدأً أساسياً في اختيار الفريق الاستشاري ورئيس مجلس حقوق الإنسان والمجلس نفسه. خاصةً وأن هناك العديد من النساء في الجنوب العالمي يمتلكن الخبرة والتجربة والقدرات التي يتطلبها هذا التفويض المهم.

أصحاب السعادة، نحن على ثقة من أنكم، بفضل خبرتكم ونزاهتكم، ستتمكنون من تعيين خبيرة من الجنوب العالمي للبناء على العمل المحوري الذي قام به حاملي التفويض السابقين من أجل مواصلة تعزيز احترام وحماية وتحقيق التزامات حقوق الإنسان المتعلقة بالتمتع ببيئة آمنة ونظيفة وصحية ومستدامة ومن أجل الحق في بيئة نظيفة وصحية ومستدامة.

Signatories/ Signataires / Firmantes / الموقعون:

Abs Development Organisation for woman&Child

African Foundation for Environment and Climate Change (AFECC)

African Young Positives Network

ALTSEAN-Burma (Alternative ASEAN Network on Burma)

Asociación Ciudadana por los Derechos Humanos

Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente

Asociación Interamericana para la Defensa del Ambiente -AIDA

Asociación Pro Derechos Humanos de España (APDHE)

Association Justice and Environment, z.s.

Association LaSiesta Pour la Protection de l'environnement

Association of District Coordination Committees of Nepal (ADCCN)

Association of World Citizens

Association pour la Conservation et la Protection des Ecosystèmes des Lacs et l'Agriculture Durable

Beyond Beijing Committee

Biodiversity Observer Inc.

cambiaMO

CAMBIUM

Carbone Guinée

Center for Education Policy and Climate Justice

Center for International Environmental Law (CIEL)

Center Women and Modern World

Centre for Environment, Human Rights & Development Forum - CEHRDF

Centre for Independent Journalism (Malaysia)

Centre International de Droit Comparé de l'Environnement

Centro Interdisciplinario de Investigación y Desarrollo Alternativo U Yich Lu'um, AC

Child Rights Connect

Child Rights International Network (CRIN)

ClientEarth

Climate Change Africa Opportunities - CCAO

Climate Refugees

Collectif Sénégalais des Africaines pour la Promotion de l'Éducation Relative à l'Environnement (COSAPERÉ)

Community Science Centre, Vadodara

Corporación Camino a Farellones

Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila, Colombia

Corporación la Caleta

Culture Society of people with disabilities -Nepal

Dada Mashinani in Waste and Sanitation

Dibeen for Environmental Development

Disability Peoples Forum Uganda

Dominicans for Justice and Peace

Dristi Nepal

Earthjustice

Education Defenders Network - EDN

Elseidi law firm

Emony Yefwe International

Empower India

Equidad de Género, Ciudadanía, Trabajo y Familia

Ethiopian Wildlife and Natural History Society (EWNHS)

European Environmental Bureau (EEB)

Extinction Rebellion United States

Faidhaa Innovation Hub/Digital Generation Hub

Family organization for empowerment FOREM

Federation of Women with Disability Nepal(FWDN)

FIAN International

Franciscans International

Frente de Defensa de la Amazonía

Fundación Chile Sustentable

Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer

Gender and Economy Research Center NPGE

GenderCC-Southern Africa Women For Climate Justice

GENDERS A.C.

Global Pact Coalition

GQUAL Campaign

Greenpeace International

Groupe de Réflexion et d'Initiative pour l'Avancement de la Grand'Anse (GRIAG)

Hawaii Institute for Human Rights

Human Right 2 Water

Indian Drug Users Forum (IDUF) & The SHAKTI Collective

Innoeva Development Foundation

Integrated Policy Research Institute

International Center for Research on Women (ICRW)

International Centre for Environmental Health and Development (ICEHD)

International Platform Against Impunity

International Service for Human Rights

Ipas

Italian Climate Network

JEVEV (Jeunesse et Emplois Verts pour une Économie Verte)

Join For Water

Journalists for Human Rights

Kalkal Human Rights Development Organization (KAHRDO)

La Verità Onlus - International Diplomacy

Law Professor, School of Law, Autonoma University

League of Women Voters of the United States

Let There Be Light International

LIFE Education Sustainability Equality e.V.

Links Ecologisch Forum/Forum Gauche Ecologie (LEF/FGE)

MenEngage Global Alliance

Midwifery Society of Nepal

Milieudefensie

Movimiento Movilizandonos por una Cultura de Derechos de Niños, Niñas y Adolescentes en Chile

Naireeta Services Private Limited

NAPUD

National Indigenous Disabled Women Association Nepal (NIDWAN)

NAtional Indigenous Women's Federation

Natracare

Navaspoorthi Sanga Vijayapur

NGO: ADET - Amis des Etrangers au Togo

North American Climate, Conservation and Environment(NACCE)

Ntamayuk Foundation

Observatorio para la Gobernanza Marino Costera

Office against Discrimination, Racism and Intolerance - ODRI

ONG Plus de Sida dans les Familles

Our Children's Trust

Oxfam

Palmares Action Lab

PaWED/IATC - Pathways for Women's Empowerment and Development

Pilier aux Femmes Vulnérables Actives - PIFEVA

Plan International

Porgera Red Wara (River) Women's Association Incorporated (PRWWA INC)

Red de Defensoras del Ambiente y el Buen Vivir

Red Ecofeminista Latinoamericana y del Caribe

Remisi

Resama - South American Network for Environmental Migrations

Réseau pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire En Rd Congo - Recess

Ruth Rotich & Company Advocates

Sarathi Trust

SECTION27

SEED: Strategies for Ethical and Environmental Development, Inc.

Shanta Memorial Rehabilitation Centre

SNAPAP - CGATA Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie

Society for the Promotion of Human Rights

Soka Gakkai International

Soroptimist International

Soul City Institute

Southern African Faith Communities Environment Institute, SAFCEI

Sukaar Welfare Organization

Sukaar Welfare Organization

Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN)

Sustain267

Tafawuq Consulting Center for Development

TEMA Foundation

University of Calabar, Nigeria

Viktor Chistyakov, Attorney at Law

Village Farmers Initiative (VFI)

VWA FANM AYISYÈN (VFA)

Wilpf Guinée

Woman Inc

Women Against Violence and Exploitation WAVE Foundation

Women Engage for a Common Future (WECF) International

Women Environmental Programme

Women for Peace and Ecology

World Future Council

World's Youth for Climate Justice

World's Youth for Climate Justice

Xumek, Derechos Humanos.

Young Indigenous Leaders for Nature and Climate - Yilnac Network

Youth and Environment Europe

Youth Entrepreneurship Support Hub

Youth For Climate Turkey